

Rapport d'activités 24 septembre 2017 – 23 septembre 2018



Plan de travail
du Protocole d'entente
entre
l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
et
l'Université Laval

Table des matières

Introduction	4
Les grandes lignes de l'entente	5
1. Agroforesterie	7
1.1. Développement d'outils de connaissance sur l'agroforesterie – agroforesterie pour la restauration des terres (version anglaise)	8
1.2. Développement d'outils de connaissance sur l'agroforesterie – obstacles à l'adoption de politiques agroforestières (agroforesterie et tenure).....	8
1.3. Offre d'expertise sur les politiques agroforestières au Canada.....	8
1.4. Projets en agroforesterie.....	9
1.5. Action contre la désertification	9
2. Changement climatique.....	10
2.1. Collaboration pour l'amélioration de l'outil Ex-ACT (révision du module sur l'agroforesterie) ..	11
2.2. Appui à l'INCAH pour l'évaluation de la chaîne de valeur du café et du cacao	11
2.3. Appui à la mise en œuvre des Contributions déterminées au niveau national (CDN) et des Plans nationaux d'adaptation (PNA)	12
3. Sécurité sanitaire des aliments.....	13
3.1. Développement de programmes d'apprentissage (y compris en ligne) sur l'analyse des risques alimentaires et en particulier l'évaluation des risques en soutien à des programmes de développement de compétences.....	14
3.2. Soutien à la mise œuvre des évaluations des systèmes de contrôle des aliments selon l'outil d'évaluation développé par la FAO et l'OMS.....	14
3.3. Mise en œuvre conjointe d'efforts de renforcement des compétences pour l'application des principes d'analyse des risques en soutien au renforcement des systèmes de contrôle des aliments	14
3.4. Développement d'initiatives visant l'amélioration de la gestion des allergènes alimentaires à l'échelle mondiale	15
4. Sensibilisation à la sécurité alimentaire et développement de la capacité institutionnelle	16
4.1. Organiser et appuyer des activités de diffusion et des campagnes de communication auprès des étudiants pour les sensibiliser aux thèmes clefs de la FAO en lien avec la sécurité alimentaire, les ODD, la Journée mondiale de l'alimentation et la thématique de l'Année internationale.....	17
4.2. Intégrer les thèmes clefs et le matériel de la FAO dans les activités d'apprentissage pour appuyer la Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires.....	19
5. Autres activités importantes	20
Conclusion.....	21
Annexe Couverture de l'entente par les médias	22

Introduction

Le 24 septembre 2017, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Université Laval (UL) signaient un protocole d'entente historique. La signature d'un tel protocole venait concrétiser une longue histoire de riches relations entre les deux institutions, qui entretiennent des liens privilégiés avec la ville de Québec puisque c'est là qu'est située l'Université Laval, mais aussi qu'a eu lieu la conférence internationale qui a donné naissance à la FAO.

La mise en œuvre de divers projets conjoints dans les pays où œuvre la FAO, l'implication de professeurs de l'Université Laval dans des comités et des événements de la FAO, les stages étudiants au sein de cette institution et l'utilisation de son matériel documentaire dans des formations dispensées par l'Université Laval ne constituent que quelques exemples des nombreux liens entretenus par les deux institutions, et qui les ont menées à vouloir formaliser leur collaboration par un protocole d'entente. Celui-ci est accompagné d'un plan de travail triennal prévoyant diverses activités dans des domaines déterminés.

Le présent rapport fait état des principales activités réalisées au cours de la première année de mise en œuvre du plan de travail. Il convient de noter que la présentation qui en est faite n'est pas nécessairement exhaustive. Il est en effet difficile de répertorier tout le travail réalisé dans les nombreuses structures d'institutions aussi vastes. On trouvera néanmoins ici un aperçu des diverses collaborations entre la FAO et l'UL qui ont été mises en œuvre entre septembre 2017 et septembre 2018.

Les grandes lignes de l'entente

À l'occasion du « Colloque international sur la sécurité alimentaire et la nutrition à l'heure des changements climatiques », organisé par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) du Québec, en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la FAO et l'Université Laval (UL) ont ratifié un protocole d'entente dont l'objet est de fournir un cadre de coopération entre la FAO et l'UL afin d'améliorer les échanges de connaissances institutionnelles et de renforcer les capacités à traiter de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ce changement, tout en combattant la désertification et en assurant la sécurité alimentaire pour tous.

Le protocole d'entente a été signé à Québec, le 24 septembre 2017, par mesdames Maria Helena Semedo, directrice générale adjointe (coordinatrice, Ressources naturelles) de la FAO, et Sophie D'Amours, rectrice de l'UL.

La FAO et l'UL ont établi une liste de secteurs d'activité et de champs d'action d'intérêt commun où les deux organisations peuvent tirer parti de leurs avantages comparatifs respectifs. Elles s'associent notamment pour :

- i. Renforcer les capacités des parties prenantes à lutter contre la désertification grâce au développement conjoint et à la diffusion de connaissances et des projets dans les domaines de l'agroforesterie et de la tenure forestière ;*
- ii. Développer et offrir un soutien technique, des données et des outils en appui aux Contributions déterminées au niveau national afin d'atténuer les impacts du changement climatique et de s'y adapter ;*
- iii. Développer des outils techniques et un soutien sur l'innocuité et le contrôle alimentaire, y compris l'application des principes de l'analyse du risque, les systèmes de contrôle alimentaire et leur mise en œuvre, la gestion de l'innocuité et de la qualité alimentaire, la traçabilité, les programmes particuliers de qualité et la sensibilisation et la conscientisation des consommateurs ;*
- iv. Développer des données et des outils pour approfondir les connaissances sur la diversité et de la sécurité alimentaires ;*
- v. Développer la capacité institutionnelle au sujet des principaux thèmes de la FAO en rapport avec la sécurité alimentaire ;*
- vi. Étendre et faciliter la participation des étudiants de deuxième et troisième cycle aux travaux de la FAO grâce à des stages ou des affectations de recherche ;*
- vii. Étendre et faciliter le partage de l'expertise à travers la participation aux groupes d'experts de la FAO.*

Le plan de travail comporte pour sa part quatre domaines de travail prioritaires :

1. Agroforesterie : *Renforcer les capacités des parties prenantes à combattre la désertification grâce au développement conjoint et à la diffusion des connaissances et des projets sur l'agroforesterie et la tenure forestière ;*
2. Changement climatique : *Élaborer et offrir un soutien technique, des données et des outils pour appuyer la mise en œuvre des Contributions déterminées au niveau national des États membres dans le but de combattre le changement climatique ;*
3. Innocuité alimentaire : *Élaborer des outils techniques et des conseils sur l'innocuité alimentaire et la sensibilisation et la conscientisation des consommateurs ;*
4. Sensibilisation à la sécurité alimentaire et développement de la capacité institutionnelle : *Accroître la sensibilisation, la promotion et le renforcement des capacités sur les thèmes clefs de la FAO en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les ODD.*

Les pages qui suivent rendent compte des activités réalisées au cours de la première année de mise en œuvre du protocole d'entente dans ces quatre domaines de travail. Il est à noter que le protocole d'entente n'était accompagné d'aucun financement particulier pour sa mise en œuvre. La réalisation des activités identifiées au plan de travail est donc sujette à la disponibilité du personnel et des ressources financières qui leur sont nécessaires.



Signature du protocole d'entente à Québec, le 24 septembre 2017, par mesdames Maria Helena Semedo, directrice générale adjointe et coordinatrice des ressources naturelles à la FAO, et Sophie D'Amours, rectrice de l'Université Laval.

1. Agroforesterie



Renforcer les capacités des parties prenantes à combattre la désertification grâce au développement conjoint et à la diffusion des connaissances et des projets sur l'agroforesterie et la tenure forestière

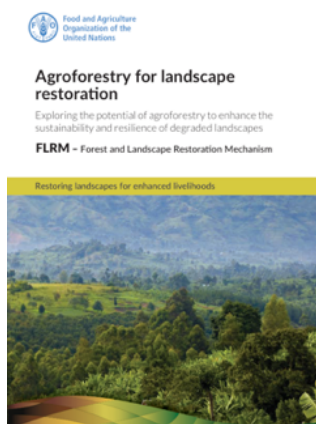
Pour les trois années du plan de travail (2017-2020), diverses activités potentielles ont été mentionnées pour le premier domaine de travail portant sur l'agroforesterie. Un examen rapide permet de constater que certaines d'entre elles ont été réalisées dès la première année du plan de travail, alors que d'autres sont en voie de réalisation et pourraient être achevées au cours de la seconde année. Parmi les activités réalisées, on peut noter en particulier les suivantes :

- 1.1. Développement d'outils de connaissance sur l'agroforesterie – agroforesterie pour la restauration des terres (version anglaise)

Un travail substantiel a aussi été réalisé pour les activités suivantes :

- 1.2. Développement d'outils de connaissance sur l'agroforesterie – obstacles à l'adoption de politiques agroforestières (agroforesterie et tenure)
- 1.3. Offre d'expertise sur les politiques agroforestières au Canada
- 1.4. Projets en agroforesterie
- 1.5. Action contre la désertification

1.1. Développement d'outils de connaissance sur l'agroforesterie – agroforesterie pour la restauration des terres (version anglaise)



Un document portant sur la restauration des terres, qui a été rédigé conjointement par des membres de la FAO et de l'UL, a été publié, dans sa version anglaise, en octobre 2017. Il s'agit du document suivant : « Hillbrand, A., S. Borelli, M. Conigliaro, A. Olivier. 2017. *Agroforestry for Landscape Restoration: Exploring the potential of agroforestry to enhance sustainability and resilience of degraded landscapes*. Forest and Landscape Restoration Mechanism, FAO, Rome, 28 p. »

1.2. Développement d'outils de connaissance sur l'agroforesterie – obstacles à l'adoption de politiques agroforestières (agroforesterie et tenure)

Diverses versions préliminaires d'un document sur l'agroforesterie et la tenure des terres ont été rédigées conjointement par des membres de la FAO et de l'UL, soit A. Hillbrand, S. Borelli, M. Conigliaro, S. Aggarwal, E. Simelton et A. Olivier. Une rencontre de travail afin de poursuivre la rédaction du document aura lieu à Rome en octobre 2018. La publication du document par la FAO est prévue pour 2019.

1.3. Offre d'expertise sur les politiques agroforestières au Canada

Alain Olivier (UL) a été invité à participer à l'atelier conjoint *Forest Europe* – FAO intitulé : « *Understanding the contribution of agroforestry to landscape resilience in Europe* », qui se tiendra les 9 et 10 octobre 2018 à Budapest, en Hongrie.



Il y présentera une conférence intitulée : « *Policies and governance needed to enhance agroforestry: the case of Quebec, Canada* ».

La mission de Forest Europe (*Ministerial Conference on the Protection of Forests in Europe*) est de renforcer la coopération sur les politiques forestières en Europe sous la direction des ministres, et de garantir et de promouvoir la gestion durable des forêts dans le but de maintenir leurs fonctions multiples et cruciales pour la société.

1.4. Projets en agroforesterie

Un projet portant sur la contribution de l'agroforesterie à l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sénégal est actuellement en développement. Ce projet devrait mener à la signature d'une lettre d'entente (*Letter of Agreement*) entre la FAO et l'UL au cours des prochains mois. D'une durée de 18 mois, le projet s'insère dans le cadre d'une collaboration plus vaste entre le gouvernement du Québec et la FAO visant le renforcement des capacités de planification et d'adaptation pour la sécurité alimentaire et la nutrition de pays francophones vulnérables au changement climatique. De plus amples détails sur cette collaboration sont donnés à la section 2.3 du présent rapport.

1.5. Action contre la désertification

La lutte contre la désertification est aussi l'un des thèmes du premier domaine de travail du plan d'action. À ce titre, il convient de noter qu'Alain Olivier (UL) a été nommé membre du comité scientifique du 4th *World Congress on Agroforestry*, qui se tiendra à Montpellier, en France, du 20 au 22 mai 2019. Il y agira en tant que responsable de la session intitulée : « *Agroforestry for combating land degradation and desertification in dry areas* ».



Cette session sera consacrée au rôle de l'agroforesterie dans la lutte contre la dégradation des sols et la désertification dans les régions arides de la planète. La dégradation des sols et la désertification peuvent avoir des conséquences dramatiques sur la qualité de vie des communautés rurales et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle,

tout en accroissant leur vulnérabilité aux impacts du changement climatique.

Compte tenu de l'importance de ce thème pour la FAO, la session devrait accorder une large place à son travail, y compris en lien avec la Grande Muraille Verte.

2. Changement climatique



Élaborer et offrir un soutien technique, des données et des outils pour appuyer la mise en œuvre des Contributions déterminées au niveau national des États membres dans le but de combattre le changement climatique

Pour les trois années du plan de travail (2017-2020), diverses activités potentielles ont été mentionnées pour le deuxième domaine de travail, qui porte sur la lutte au changement climatique. Certaines d'entre elles ont été réalisées dès la première année du plan de travail, alors que d'autres ont été amorcées. Parmi les activités réalisées, on peut noter en particulier les suivantes :

- 2.1. Collaboration pour l'amélioration de l'outil Ex-ACT (révision du module sur l'agroforesterie)

Du travail a aussi été entrepris pour les activités suivantes :

- 2.2. Appui à l'INCAH pour l'évaluation de la chaîne de valeur du café et du cacao
- 2.3. Appui à la mise en œuvre des Contributions déterminées au niveau national (CDN) et des Plans nationaux d'adaptation (PNA)

2.1. Collaboration pour l'amélioration de l'outil Ex-ACT (révision du module sur l'agroforesterie)

Des échanges entre la FAO et l'UL ont permis l'amélioration du module agroforestier de l'outil Ex-ACT (*Ex-Ante Carbon balance Tool*) qui permet d'estimer l'impact potentiel de changements d'utilisation des terres sur l'émission de gaz à effet de serre et la séquestration de carbone en l'indiquant dans un bilan carbone.

Un article scientifique résultant de ce travail a été soumis le 9 septembre 2018 au périodique scientifique *Environmental Research Letters* : « *Revisiting IPCC Tier 1 coefficients for soil organic and biomass carbon storage in agroforestry systems* ». Ses auteurs sont R. Cardinael, Y. Umulisa, A. Toudert, A. Olivier, L. Bockel et M. Bernoux.



Par ailleurs, Martial Bernoux (FAO) a offert le 12 septembre 2018 à l'UL un atelier – conférence sur l'outil Ex-ACT. Intitulé « L'outil Ex-ACT pour l'estimation de l'impact des changements d'occupation des sols sur les émissions de GES », cet atelier a rejoint un auditoire formé d'une vingtaine d'étudiants, de professeurs et de chercheurs de l'UL.

2.2. Appui à l'INCAH pour l'évaluation de la chaîne de valeur du café et du cacao

Au cours de la première année du plan de travail, M. Patrice Dion (UL) a échangé à quelques reprises avec Mme Laure-Sophie Schiettecatte (Coordonnatrice Ex-ACT) et M. Hernan Gonzalez, de la FAO, à Rome, afin d'étudier la possibilité d'utiliser l'outil *Ex-Ante Carbon balance Tool* (Ex-ACT) pour l'évaluation des filières café et cacao en Haïti. M. Dion a également rencontré à ce sujet M. Nathanael Hishamunda, représentant de la FAO en Haïti, et M. Walter De Oliveira, représentant-adjoint. La représentation de la FAO en Haïti prépare actuellement une proposition sur ces deux filières dans le cadre du programme *Global Environment Facility* (GEF-6).

2.3. Appui à la mise en œuvre des Contributions déterminées au niveau national (CDN) et des Plans nationaux d'adaptation (PNA)

Le 20 août 2018, la ministre des Relations internationales et de la Francophonie annonçait la signature à la fin mars 2018 d'une importante entente de partenariat technique et financier de plus de 6,3 millions de dollars canadiens (5 millions USD) entre le gouvernement du Québec et la FAO pour un projet intitulé : « Renforcement des capacités de planification de l'adaptation pour la sécurité alimentaire et la nutrition ».

D'une durée de trois ans (2018-2021), ce projet, coordonné par la FAO, vise à appuyer deux pays francophones vulnérables au changement climatique, le Sénégal et Haïti. Son originalité tient de sa nature « multi-acteurs ». Le projet repose en effet sur une forte collaboration avec six organisations québécoises de coopération internationale (SUCO, SOCODEVI, Mer & Monde, Carrefour International, UPA-DI et CECI), deux universités (UL et McGill) et un Consortium de recherche (Ouranos).

Ce projet s'articulera autour des quatre composantes suivantes:

- 1) Renforcement des politiques d'adaptation au changement climatique et de la planification pour la mise en œuvre des priorités exprimées dans les CDN et les PNA ;
- 2) Renforcement des capacités adaptatives de la société civile dans les secteurs agricoles sur des thèmes liés à la résilience et l'adaptation au changement climatique en agriculture en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la gestion des ressources naturelles, le renforcement du pouvoir économique, social et politique des agricultrices et l'insertion des jeunes en agriculture ;
- 3) Accroissement et consolidation des connaissances sur l'adaptation au changement climatique et amélioration de leur accès par les populations rurales et agricoles ;
- 4) Sensibilisation accrue et plaidoyer pour l'adaptation au changement climatique des secteurs agricoles.

Les organisations québécoises travailleront en étroite collaboration avec des partenaires sénégalais et seront attelées à la mise en œuvre d'activités liées au renforcement des capacités et à l'accroissement des connaissances (composantes 2 et 3 du projet). Le projet permettra de valoriser l'approche de solidarité internationale propre au Québec ainsi que l'expertise québécoise développée dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'adaptation au changement climatique.

Comme cela a été précisé dans la section 1.4 du présent rapport, la signature d'une lettre d'entente (*Letter of Agreement*) entre la FAO et l'UL est prévue au cours des prochains mois afin de contribuer à ce projet. Celle-ci portera notamment sur les contributions de l'agroforesterie à l'amélioration de la résilience de l'agriculture sénégalaise face aux impacts du changement climatique.

3. Sécurité sanitaire des aliments



Élaborer des outils techniques et des conseils sur la sécurité sanitaire des aliments et la sensibilisation et la conscientisation des consommateurs

Diverses activités ont été mises en oeuvre pour le domaine de travail portant sur la sécurité sanitaire des aliments. Certaines d'entre elles ont été réalisées dès la première année du plan de travail, alors que d'autres ont été amorcées. Parmi les activités réalisées, on peut noter en particulier les suivantes :

- 3.1. Développement de programmes d'apprentissage (y compris en ligne) sur l'analyse des risques alimentaires et en particulier l'évaluation des risques en soutien à des programmes de développement de compétences
- 3.2. Soutien à la mise oeuvre des évaluations des systèmes de contrôle des aliments selon l'outil d'évaluation développé par la FAO et l'OMS

Les activités suivantes ont également été amorcées :

- 3.3. Mise en oeuvre conjointe d'efforts de renforcement des compétences pour l'application des principes d'analyse des risques en soutien au renforcement des systèmes de contrôle des aliments
- 3.4. Développement d'initiatives visant l'amélioration de la gestion des allergènes alimentaires à l'échelle mondiale

3.1. Développement de programmes d'apprentissage (y compris en ligne) sur l'analyse des risques alimentaires et en particulier l'évaluation des risques en soutien à des programmes de développement de compétences

Un programme d'apprentissage sur l'évaluation des risques alimentaires destiné à la formation continue d'apprenants internationaux travaillant dans des institutions de réglementation de sécurité sanitaire des aliments est en cours de développement sous la direction de Samuel Godefroy (UL). Le programme débutera en avril 2019. Il vise à délivrer un diplôme de maîtrise en « évaluation des risques en soutien aux décisions réglementaires ».

3.2. Soutien à la mise œuvre des évaluations des systèmes de contrôle des aliments selon l'outil d'évaluation développé par la FAO et l'OMS

Des professeurs de l'UL ont contribué à la révision de l'outil d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments FAO/OMS nouvellement développé, ainsi qu'à la formation des d'experts internationaux à l'utilisation de cet outil. En collaboration avec l'initiative arabe de sécurité sanitaire des aliments à des fins de facilitation de commerce, des professeurs de l'UL ont contribué à livrer une formation aux experts nouvellement recrutés par cette initiative, afin de constituer un réseau d'experts susceptibles d'opérer dans la région Afrique du Nord / Moyen-Orient, notamment dans le cadre d'évaluations prochaines décidées par la région arabe.

Une initiative de recherche a aussi été initiée, en collaboration avec l'UL, afin d'accroître l'efficacité de l'utilisation de cet outil FAO/OMS. Elle vise le développement d'approches rapides et ciblées, permettant l'extraction des données pertinentes pour l'évaluation de certains éléments précis du fonctionnement d'un système de contrôle des aliments, et ainsi une priorisation des investissements en développement de capacité et de compétences.

3.3. Mise en œuvre conjointe d'efforts de renforcement des compétences pour l'application des principes d'analyse des risques en soutien au renforcement des systèmes de contrôle des aliments

Des professeurs de l'UL ont contribué à des ateliers de formation et de sensibilisation au développement et à la mise en œuvre d'un système de contrôle des aliments basé sur l'analyse des risques alimentaires. Un atelier de formation sur l'évaluation des risques destiné à des experts de la région Caraïbes a été conçu et livré à Trinidad et Tobago en novembre 2017. Un atelier de formation sur l'application des principes d'analyse des risques en appui aux décisions réglementaires des aliments, élaboré conjointement avec l'unité Sécurité sanitaire et qualité alimentaire de la FAO, a été exécuté au profit d'experts de la réglementation des aliments en Côte d'Ivoire et au Sénégal du 3 au 6 avril 2018, avec l'appui financier de l'USDA et de l'USAID.

Un atelier sur l'utilisation des méthodes d'analyse en appui des décisions réglementaires a aussi été organisé à Abidjan du 24 au 26 avril 2018, avec la participation de représentants d'agences réglementaires de la région Afrique de l'Ouest, incluant la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Ghana et le Nigéria. Cet atelier, organisé en collaboration avec la FAO, a permis de revoir les prérequis de méthodes analytiques destinées à être utilisées dans un cadre réglementaire. Une communauté de pratique sur la normalisation des méthodes « réglementaires » réunissant des experts de la région est née suite à cette activité et s'est réunie à deux reprises, en utilisant des moyens de communication virtuels, afin d'étudier et proposer des méthodes de référence pour l'analyse de substances jugées prioritaires pour la région dans le cadre des contrôles réglementaires.

Une nouvelle initiative a aussi été initiée, dans le cadre de la Plateforme d'analyse des risques et d'excellence en réglementation des aliments (PARERA), qui consistait en l'installation du laboratoire international de formation en sécurité sanitaire des aliments (IFSTL) au sein de la plateforme. Cette initiative permettra un investissement dans des appareils d'analyse de pointe permettant l'identification et la quantification de résidus de pesticides, de médicaments vétérinaires, de toxines naturelles et d'autres contaminants dans des matrices alimentaires. Elle contribuera aussi à la génération de données d'occurrence de contamination alimentaire dans les pays en développement, pour permettre des décisions basées sur les données scientifiques. L'IFSTL commencera ses opérations au sein de l'UL en janvier 2019.

En avril 2018, la candidature de Linda Saucier (UL) a été retenue pour siéger pour une période de 5 ans sur les *Joint FAO/WHO Expert Meetings on Microbiological Risk Assessment (JEMRA)*. JEMRA est un groupe international d'experts scientifiques administré conjointement par la FAO et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour fournir des conseils scientifiques sur la gestion des risques microbiologiques et l'innocuité alimentaire.

Samuel Godefroy (UL) et Patrice Dion (UL) ont établi des contacts avec la FAO à propos des bonnes pratiques pour la lutte contre les aflatoxines dans la culture de l'arachide en Haïti.

3.4. Développement d'initiatives visant l'amélioration de la gestion des allergènes alimentaires à l'échelle mondiale

Un échange avec les associations de consommateurs et de personnes allergiques à l'échelle mondiale a été organisé en marge de la réunion de l'*International Food Allergy Alliance* en octobre 2018, à Copenhague, dans le but d'échanger sur les défis auxquels font face les consommateurs allergiques à l'échelle mondiale par rapport à l'étiquetage des aliments. Le groupe a appelé au développement d'une consultation d'experts sur la manière d'incorporer les nouvelles données cliniques, en matière d'effets seuil d'allergénicité, dans les méthodes d'évaluation des risques alimentaires appliquées lors d'incidents de contamination croisée ou de présence fortuite de ces allergènes dans les conditions de production alimentaire.

4. Sensibilisation à la sécurité alimentaire et développement de la capacité institutionnelle



Accroître la sensibilisation, la promotion et le renforcement des capacités sur les thèmes clefs de la FAO en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les ODD

Diverses activités ont été réalisées pour le quatrième domaine de travail au cours de la première année du plan de travail :

- 4.1. Organiser et appuyer des activités de diffusion et des campagnes de communication auprès des étudiants pour les sensibiliser aux thèmes clefs de la FAO en lien avec la sécurité alimentaire, les ODD, la Journée mondiale de l'alimentation et la thématique de l'Année internationale
- 4.2. Intégrer les thèmes clefs et le matériel de la FAO dans les activités d'apprentissage pour appuyer la Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires

4.1. Organiser et appuyer des activités de diffusion et des campagnes de communication auprès des étudiants pour les sensibiliser aux thèmes clefs de la FAO en lien avec la sécurité alimentaire, les ODD, la Journée mondiale de l'alimentation et la thématique de l'Année internationale

4.1.1. Sécurité alimentaire

Il est difficile de rendre compte de toutes les activités de l'UL qui concernent la sécurité alimentaire, tant ces activités sont nombreuses, notamment dans les activités de formation. On ne présentera donc dans le présent rapport que quelques activités phares organisées en étroite collaboration avec la FAO.

Du 24 au 27 septembre 2017, se tenait à Québec le « Colloque international sur la sécurité alimentaire et la nutrition à l'heure des changements climatiques », organisé par le Gouvernement du Québec et la FAO. Divers professeurs de l'UL et divers membres du personnel de la FAO ont participé à cet événement d'envergure qui regroupait des centaines de participants de tous les continents. Geneviève Parent (UL) y agissait notamment à titre de présidente du comité scientifique, auquel participait également Alain Olivier (UL). Les actes du colloque seront publiés au cours des prochaines semaines : « Meybeck, A., E. Laval, R. Lévesque, G. Parent (éd.), *Sécurité alimentaire et nutrition à l'heure des changements climatiques : Actes du colloque international organisé par le Gouvernement du Québec en collaboration avec la FAO*, Rome, FAO, 2018. »

Le 27 septembre 2017, un Panel portant sur l'agriculture pour la sécurité alimentaire a été organisé à l'UL. Intitulé « Quelle agriculture pour la sécurité alimentaire à l'heure des changements climatiques ? », ce panel, qui a attiré plusieurs dizaines de participants, regroupait Alexandre Meybeck, conseiller principal du sous-directeur général agriculture et protection du consommateur (FAO), Vincent Gitz, directeur du programme de recherche sur les forêts, les arbres et l'agroforesterie du Centre international de recherche en foresterie (CIFOR), et Alain Olivier (UL), en remplacement de Diaminatou Sanogo qui a dû s'absenter.



L'événement a permis aux participants de réfléchir à l'apport de l'agroécologie et de l'agroforesterie à l'atteinte de la sécurité alimentaire, ainsi qu'à l'adaptation et à la lutte contre les changements climatiques.

Geneviève Parent (UL) a par ailleurs participé, conjointement avec la FAO, le Gouvernement du Québec et divers autres partenaires, à l'organisation d'un événement parallèle dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (*Committee on World Food Security*). Cet

événement, intitulé « *Hand in Hand for Climate Resilience: Inclusive Approaches to Transformative Adaptation* », se déroulera à Rome le 18 octobre 2018. On y procédera par ailleurs au lancement des actes du colloque « Sécurité alimentaire et nutrition à l'heure des changements climatiques » de septembre 2017.

4.1.2. Journée mondiale de l'alimentation

Afin de souligner la journée mondiale de l'alimentation (*World Food Day*), le 16 octobre 2017, la Chaire en développement international de l'UL a organisé une projection du documentaire « Les réfugiés de la planète bleue ». La Journée mondiale de l'alimentation se tenait en effet, en 2017, sur le thème « Changeons l'avenir des migrations. Investissons dans la sécurité alimentaire et le développement rural ». La projection a été suivie d'un échange avec la réalisatrice du documentaire.

4.1.3. Objectifs de développement durable

Diverses activités ont été réalisées à l'UL afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD). Plusieurs de ces activités ont été mises en œuvre par l'Institut EDS (Institut Hydro-Québec en environnement, développement et société), qui en a fait une de



ses priorités. Il est toutefois difficile de rendre compte dans le présent rapport de tout ce qui a été réalisé en lien avec les ODD qui concernent plus directement la FAO, puisque l'intervention de l'UL, à travers l'Institut EDS, s'attaque aux ODD dans leur ensemble.

L'Institut EDS s'implique notamment à l'échelle canadienne auprès de plusieurs réseaux et partenaires qui travaillent à la mise en œuvre des ODD. Ainsi, l'Institut

EDS a participé, en novembre 2017, à la « Conversation nationale sur le Canada et les ODD », puis, du 22 au 25 avril 2018, au « Sommet Génération ODD » (*Generation SDG Summit*) qui a eu lieu à Waterloo afin de déterminer les grandes orientations devant permettre au Canada d'atteindre les ODD.

L'Institut EDS s'intéresse également au rôle des universités dans la mise en œuvre des ODD. Du 26 au 28 septembre 2017, il a participé à l'*International Conference on Sustainable Development* (ICSD 2017) à New York, où son représentant a animé un panel sur ce thème.

L'Institut EDS a aussi organisé un atelier intitulé *Faire de Bambe un laboratoire vivant pour les ODD* dans le cadre du Forum international sur les Objectifs du développement durable de

l'Université Alioune Diop de Bambey (UADB), qui s'est tenu du 19 au 21 juin 2018 au Sénégal, et auquel ont participé 11 étudiants de divers programmes de formation de l'UL. L'ODD 2 (faim zéro) y occupait évidemment une place de choix.

4.2. Intégrer les thèmes clefs et le matériel de la FAO dans les activités d'apprentissage pour appuyer la Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires

Les thèmes de la FAO et son matériel sont utilisés dans divers cours et événements organisés par l'UL, notamment à l'initiative de Geneviève Parent et de la Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires.

À titre d'exemple, le cours « Sécurité alimentaire mondiale », dispensé aux étudiants et étudiantes de deuxième et troisième cycles de la Faculté de droit et de l'Institut québécois des hautes études internationales de l'UL, repose sur la documentation de la FAO et sa définition de la sécurité alimentaire.

La Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires, l'Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels et l'Institut des hautes études internationales ont tenu à l'UL, du 30 octobre au 4 novembre 2017, une école d'automne pluridisciplinaire sur la sécurité alimentaire sous le thème « Enjeux du sucre dans la société et dans le monde ». La Chaire en développement international a quant à elle organisé, du 14 au 19 mai 2018, une école d'été sur la justice alimentaire.

Geneviève Parent (UL) a par ailleurs donné diverses conférences sur les thèmes de la sécurité alimentaire et du droit à l'alimentation, qui se fondent en grande partie sur le travail réalisé par la FAO. On peut mentionner à titre d'exemple la conférence suivante : « Parent G. 2017. *Food Insecurity in Canada. 2nd Annual National Conference on Food Law and Policy in Canada: "Food justice and the right to food: five years since the special rapporteur on the right to food's mission to Canada"*, Ottawa, 3 novembre 2017. »

5. Autres activités importantes



Améliorer la gestion des ressources en eau

Diverses autres activités ont été réalisées en collaboration entre l'UL et la FAO même si elles ne font pas implicitement partie du plan de travail. Parmi celles-ci, il convient particulièrement de mentionner celles qui concernent la gestion des ressources hydriques dans le bassin du fleuve Sénégal.

Amaury Tilmant (UL) est impliqué dans le projet TCP/Int/3602 de la FAO intitulé : « *Enhanced cross-boundary water resources management in the Senegal river basin* », qui l'a notamment amené à effectuer des missions à la FAO (Rome) au cours de la dernière année (janvier et juin 2018). Le travail réalisé sur la modélisation hydro-économique du bassin du fleuve Sénégal a notamment donné lieu à la rédaction d'une fiche de projet de la FAO intitulée « *Hydro-economic modelling for basin management of the Senegal river* », dont la publication est prévue au cours des prochains mois. Amaury Tilmant a aussi agi à titre de conférencier invité à une session organisée par la FAO dans le cadre de la réunion annuelle de l'ICID (*International Commission on Irrigation and Drainage*) à Saskatoon, en août 2018 : « *Hydroeconomic modelling for transboundary river basin management – Towards more integrated approaches* ».

Un article résultant des travaux effectués dans le cadre d'un précédent projet de la FAO, « *Support cooperation on water resource management in the Lower Mesopotamia* » a par ailleurs été publié dans le périodique scientifique *Water Resources Research* : « Rouge C., A. Tilmant, B.F. Zaitchik, A.K. Dezfuli and M. Salman, 2018. *Identifying key water resource vulnerabilities in data-scarce transboundary river basins*. DOI : 10.1029/2017WR021489 ».

Conclusion

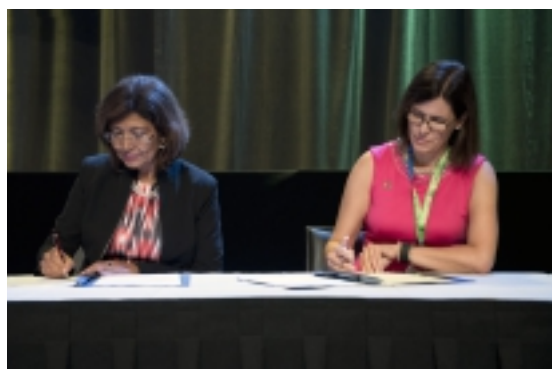
Un bref survol des activités réalisées dans le cadre de la première année de mise en œuvre du protocole d'entente entre la FAO et l'UL démontre clairement que celui-ci constitue déjà une réussite à bien des égards. Malgré le fait qu'aucun financement particulier n'ait été alloué à la réalisation de ce protocole d'entente, les deux institutions ont réussi à réaliser de nombreuses activités qui ont eu un réel impact sur leur milieu, et cela dès la première année de l'entente. Diverses autres activités prévues au plan de travail ont par ailleurs été initiées.

Le protocole d'entente a donc déjà des retombées des plus fructueuses un an seulement après sa signature. L'intérêt de poursuivre la collaboration entre la FAO et l'UL apparaît ainsi plus manifeste que jamais.

Annexe

Couverture de l'entente par les médias

La FAO et l'Université Laval annoncent un partenariat



Elles feront front commun pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde à l'heure des changements climatiques

25/09/2017 -

À l'occasion du Colloque international sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et à l'heure des changements climatiques, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Université Laval (UL) ont convenu de collaborer plus étroitement et conclu dans cet esprit un partenariat renouvelable de trois ans. Un protocole d'entente et un programme de travail orienteront le partenariat vers son objectif : favoriser le partage interinstitutionnel de connaissances pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition par la lutte contre les changements climatiques et l'adaptation à leur évolution.

Le protocole d'entente a été signé à Québec le 24 septembre 2017 par mesdames Maria Helena Semedo, directrice générale adjointe et coordinatrice, Ressources naturelles, FAO et Sophie D'Amours, rectrice de l'Université Laval.

Concrètement, la FAO et l'UL ont établi une liste de secteurs d'activité et de champs d'action d'intérêt commun où les deux organisations peuvent tirer parti de leurs avantages comparatifs respectifs. Elles s'associeront notamment pour : i) concevoir et fournir aux États membres de la FAO des guides techniques, des données et des outils de mise en place des contributions déterminées au niveau national afin de s'adapter aux changements climatiques et en atténuer les impacts; ii) développer et disséminer des produits de connaissances et des projets en

agroforesterie et en tenure forestière pour combattre la désertification; iii) élaborer des outils et des guides techniques sur la sécurité et le contrôle alimentaires, dont des analyses de risque sur les laboratoires, l'échantillonnage et les inspections alimentaires, la gestion de l'innocuité, de la salubrité et de la qualité des aliments, la traçabilité, les programmes de certification alimentaire et la sensibilisation des consommateurs; et iv) se doter des moyens institutionnels appropriés pour promouvoir les thèmes clés de la FAO touchant à la sécurité alimentaire ou aux changements climatiques et concourant à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU.

« Il faudra surmonter de nombreux défis pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition mondiales. En tête de liste, les conséquences des changements climatiques. Notre partenariat favorisera l'accès à un savoir d'avant-garde qui contribuera à trouver des solutions à ces problèmes », a souligné la directrice générale adjointe de la FAO, Maria Helena Semedo.

La rectrice Sophie d'Amours a par ailleurs déclaré « qu'en nouant ce partenariat, l'Université Laval réitère son engagement dans la lutte pour assurer la sécurité alimentaire de tous et poursuit les efforts déployés à l'échelle locale pour réduire l'impact des changements climatiques et aider la planète à s'y adapter ; autant de conditions nécessaires à l'éradication de la faim dans le monde ».

La réalisation des objectifs de développement durable de l'ONU requiert la participation de toutes les parties prenantes. En contribuant à la sécurité alimentaire et à l'amélioration de la nutrition (ODD no 2), à la lutte contre les changements climatiques (ODD no 13) et à la gestion durable des forêts (ODD no 15), le partenariat entre la FAO et l'UL montre le rôle névralgique des collaborations dans l'atteinte des objectifs de développement durable.

<https://www.lesoleil.com/actualite/education/la-securite-alimentaire-luniversite-laval-partenaire-de-lonu-37dd810c337cd8c53d5508162d299e41>

La sécurité alimentaire : l'Université Laval partenaire de l'ONU

Camille B. Vincent

Le Soleil

Parce que le progrès passe par la connaissance, l'Université Laval vient tout juste de conclure une entente de trois ans avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'objectif : faire face et s'adapter aux changements climatiques et à leurs impacts sur la sécurité alimentaire.

« Il faudra surmonter de nombreux défis pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition mondiales. En tête de liste, les conséquences des changements climatiques », signale Maria Helena Semedo, directrice adjointe de la FAO, par voie de communiqué. « Notre partenariat favorisera l'accès à un savoir d'avant-garde qui contribuera à trouver des solutions à ces problèmes. »

Plus concrètement, l'entente vise notamment à concevoir et à fournir des guides techniques portant sur la sécurité et le contrôle alimentaire aux États membres de la FAO. Les deux organisations partenaires souhaitent également combattre la désertification en développant des projets en agroforesterie et en tenure forestière. Le partenariat entre l'Université Laval et le FAO pourra être renouvelé au terme de ses trois ans.

« Assurer la sécurité alimentaire de tous »

« En nouant ce partenariat, l'Université Laval réitère son engagement dans la lutte pour assurer la sécurité alimentaire de tous et poursuit les efforts déployés à l'échelle locale », indique pour sa part la rectrice de l'établissement, Sophie D'Amours. Car effectivement, la sécurité alimentaire à l'heure des changements climatiques n'est pas qu'une affaire de tiers monde.

La programmation du Colloque international sur la sécurité alimentaire et la nutrition à l'heure des changements climatiques, qui se tient actuellement et jusqu'à mercredi au Centre des congrès de Québec, le prouve bien. On y aborde par exemple les questions de nutrition et de souveraineté alimentaire au Nunavik.

Le premier ministre Philippe Couillard rappelait par ailleurs dimanche la responsabilité du Québec en ce qui a trait à la sécurité alimentaire mondiale. « Le peuple québécois est remarquablement riche par rapport à d'autres régions de la planète. [...] On se doit de faire acte de solidarité », a-t-il lancé lors de l'ouverture du Colloque international sur la sécurité alimentaire et la nutrition à l'heure des changements climatiques.



[Le journal](#)
[de la communauté](#)
[universitaire](#)

[Volume 53, numéro 5 | 28 septembre 2017](#)

L'Université contribue à la sécurité alimentaire mondiale

Signature d'un partenariat entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Université Laval

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Université Laval ont conclu un partenariat renouvelable de 3 ans visant à favoriser le partage interinstitutionnel de connaissances pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition par la lutte contre les changements climatiques et l'adaptation à leur évolution. Le protocole d'entente a été signé le 24 septembre par Maria Helena Semedo, directrice générale adjointe et coordonnatrice Ressources naturelles du FAO, et par la rectrice Sophie D'Amours.

Concrètement, la FAO et l'Université ont établi une liste de champs d'action dans lesquels les deux partenaires peuvent tirer profit de leurs avantages comparatifs respectifs. Elles s'associent donc, notamment, pour concevoir et fournir aux États membres de la FAO des guides techniques, des données et des outils afin de s'adapter aux changements climatiques et d'en atténuer les répercussions. Elles travailleront également ensemble, entre autres, à développer et à disséminer des produits de connaissance et des projets en agroforesterie et en tenue forestière pour combattre la désertification. « Notre université doit être au service des collectivités. Elle doit s'ouvrir sur le monde et engager tout son dynamisme, ses connaissances pour répondre aux besoins incontournables des populations vulnérables. Et quel besoin plus criant que celui d'éradiquer la faim dans le monde ! Quel objectif plus essentiel que d'assurer la sécurité alimentaire pour tous ! », a déclaré la rectrice Sophie D'Amours.



[Le journal](#)
[de la communauté](#)
[universitaire](#)

[Volume 53, numéro 6 | 5 octobre 2017](#)

Partager nos connaissances

L'Université unit ses forces à celles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde

Par Matthieu Dessureault

L'Université a conclu un partenariat renouvelable de trois ans avec la FAO à l'occasion du Colloque international sur la santé alimentaire et la nutrition à l'heure des changements climatiques. L'objectif ? Favoriser le partage des connaissances pour faire face aux effets des changements climatiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition. « Il faudra surmonter de nombreux défis pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition mondiales. En tête de liste figurent les conséquences des changements climatiques. Notre partenariat favorisera l'accès à un savoir d'avant-garde qui contribuera à trouver des solutions à ces problèmes », s'est réjouie la directrice générale adjointe en charge du climat et des ressources naturelles de la FAO, Maria Helena Semedo.

Selon le dernier rapport de l'organisme, la faim dans le monde touche 815 millions de personnes. La situation en matière de sécurité alimentaire a empiré notamment au Nigéria, au Soudan du Sud, en Somalie et au Yémen, où plus de 31 millions de personnes souffrent de la famine. La FAO a pour but de contribuer à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Elle vise aussi à réduire la pauvreté rurale et à rendre l'agriculture, la foresterie et la pêche plus productives.

L'entente avec l'Université permettra notamment de fournir aux États membres de la FAO des guides techniques, des données et des outils afin de s'adapter aux changements climatiques et d'en atténuer les répercussions. Elle vise également à lancer des projets en agroforesterie pour combattre la désertification et à promouvoir les thèmes clés de la FAO touchant la sécurité alimentaire. « Notre alliance renforcera nos capacités respectives à combattre la désertification et à faciliter l'adaptation de nos sociétés devant les changements climatiques. Mis en commun,

nos savoirs conduiront à de meilleurs conseils, des solutions plus adaptées, des outils plus sophistiqués et des stratégies de sensibilisation plus efficaces », a souligné la rectrice Sophie D'Amours. « En nouant ce partenariat, a-t-elle ajouté, l'Université réitère son engagement dans la lutte pour assurer la sécurité alimentaire de tous et poursuit les efforts déployés à l'échelle locale pour réduire les répercussions des changements climatiques et aider la planète à s'y adapter, autant de conditions nécessaires à l'éradication de la faim dans le monde. »

Pour conclure son allocution, elle a souligné l'apport du professeur Alain Olivier, du Département de phytologie, dans la cause de la sécurité alimentaire. Titulaire de la Chaire de recherche en développement international, ce professeur a mis sur pied des stages en agroforesterie et a mené plusieurs projets de recherche à travers le monde.

Le Colloque international sur la santé alimentaire et la nutrition à l'heure des changements climatiques, qui se tenait à la fin septembre au Centre des congrès de Québec, a réuni près de 225 experts et représentants d'organisations. L'événement était organisé par le gouvernement du Québec, en collaboration avec la FAO.

Sécurité alimentaire : l'Université Laval s'entend avec les Nations Unies

[Henri Ouellette-Vézina](#)

25 septembre 2017

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Université Laval se sont entendues dimanche sur les bases d'un partenariat visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition à l'échelle du globe. La nouvelle a été annoncée dans le cadre d'un colloque international sur la question.

Concrètement, l'entente est renouvelable sur une durée de trois ans entre les deux parties. Cela signifie qu'en 2020, de nouvelles discussions devront être entamées afin d'évaluer la pertinence du pacte.

À l'interne, on indique que celui-ci a été signé dans le but principal de « favoriser le partage interinstitutionnel de connaissances », afin d'améliorer les conditions de vie en sécurité alimentaire et en nutrition. Les efforts passeront surtout « par la lutte contre les changements climatiques et l'adaptation à leur évolution », peut-on lire via un communiqué de presse.

Le contrat de collaboration a été officialisé dimanche en personne à Québec, par nul autre que la directrice générale des ressources naturelles de la FAO, Maria Helena Semedo, et la rectrice de l'Université Laval, Sophie D'Amours.

Par où commencer ?

Ensemble, la division de l'ONU et l'administration lavalloise ont convenu de viser certains secteurs précis d'activité et des champs d'action d'intérêts qui leur sont communs. On vise spécifiquement des domaines « où les deux organisations peuvent tirer parti de leurs avantages comparatifs respectifs ».

L'association entre les deux groupes impliquera notamment un appui aux membres de la FAO en termes d'expertise. « Des guides techniques, des données et des outils de mise en place des contributions déterminées au niveau national » sont notamment dans les cartes afin d'atténuer les impacts des changements climatiques.

Puis, il sera question d'élaborer de nouveaux contenus pour travailler sur la connaissance générale des acteurs principaux en agroforesterie et en tenue forestière, le but étant ultimement de « combattre la désertification » dans le monde.

L'Université Laval indique qu'elle travaillera également, par le biais de ses laboratoires, à l'échantillonnage, aux inspections alimentaires, à la gestion de la qualité des aliments en circulation et surtout au développement de nouveaux programmes en certification alimentaire. Le tout devra être accompagné d'une forte « sensibilisation des consommateurs », indique-t-on.

Enfin, il importe, selon le protocole d'entente, de « se doter des moyens institutionnels appropriés pour promouvoir les thèmes clés de la FAO [...] concourant à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU ».

Des réactions des deux côtés

Heureuse et satisfaite du dénouement de ce projet dont les pourparlers durent depuis un bout sur le campus, Maria Helena Semedo estime que l'exercice ne sera pas sans embûches. Au contraire, de nombreux obstacles se poseront au cours des prochains mois, selon elle.

« Il faudra surmonter de nombreux défis pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition mondiales, explique-t-elle. En tête de liste, les conséquences des changements climatiques. Notre partenariat favorisera l'accès à un savoir d'avant-garde qui contribuera à trouver des solutions à ces problèmes. »

Questionnée à ce sujet, la rectrice de l'UL, Sophie D'Amours, insiste sur l'implication de son institution, qu'elle voit grandir par cette nouvelle collaboration.

« En nouant ce partenariat, l'Université Laval réitère son engagement dans la lutte pour assurer la sécurité alimentaire de tous, conclut-elle. Elle poursuit les efforts déployés à l'échelle locale pour réduire l'impact des changements climatiques et aider la planète à s'y adapter. Autant de conditions nécessaires à l'éradication de la faim dans le monde. »

La FSAA contribue à la sécurité alimentaire mondiale

Signature d'un partenariat entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Université Laval

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Université Laval ont conclu un partenariat renouvelable de 3 ans visant à favoriser le partage interinstitutionnel de connaissances pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition par la lutte contre les changements climatiques et l'adaptation à leur évolution. Le protocole d'entente a été signé le 24 septembre par Maria Helena Semedo, directrice générale adjointe et coordonnatrice Ressources naturelles de la FAO, et par la rectrice Sophie D'Amours.

Concrètement, la FAO et l'Université ont établi une liste de champs d'action dans lesquels les deux partenaires peuvent tirer profit de leurs avantages comparatifs respectifs. Elles s'associent donc, notamment, pour concevoir et fournir aux États membres de la FAO des guides techniques, des données et des outils afin de s'adapter aux changements climatiques et d'en atténuer les répercussions. Elles travailleront également ensemble, entre autres, à développer et à disséminer des produits de connaissance et des projets en agroforesterie et en tenue forestière pour combattre la désertification. « Notre université doit être au service des collectivités. Elle doit s'ouvrir sur le monde et engager tout son dynamisme, ses connaissances, pour répondre aux besoins incontournables des populations vulnérables. Et quel besoin plus criant que celui d'éradiquer la faim dans le monde ! Quel objectif plus essentiel que d'assurer la sécurité alimentaire pour tous ! », a déclaré la rectrice Sophie D'Amours.

Mentionnons que ce projet a été initié par Alain Olivier, titulaire de la Chaire en développement international et professeur au Département de phytologie. Par le fait même, la Faculté et ses professeurs seront particulièrement impliqués dans le projet et mettront leur expertise à profit pour plusieurs champs de recherche et d'intervention.

Crédits photos :

p. 6 : FAO
p. 7 : Chris Armitage
p. 8 : FAO ; Forest Europe
p. 9 : 4th World Congress on Agroforestry
p. 10 : Draco Zlat / iStockPhoto
p. 11 : Chaire en développement international (UL)
p. 13 : Eric Carrell
p. 16 : Neil Palmer
p. 17 : Chaire en développement international (UL)
p. 18 : André Potvin
p. 20 : Christophe Bene

Rédaction :

Alain Olivier (UL), avec la contribution de Liliana Díaz (UL), Patrice Dion (UL), Samuel Godefroy (UL), Geneviève Parent (UL) et Amaury Tilmant (UL), ainsi que de Martial Bernoux (FAO), Simone Borelli (FAO), Maryline Darmaun (FAO) et Élisabeth Laval (FAO)

Mise en page :

Geneviève Laroche (UL)